

# Déclaration

## CSA du 19 juin 2024

Madame la Directrice Académique,

Mesdames et messieurs les membres du CSA de la Mayenne,

La situation actuelle ne laisse personne indifférent. La FNEC-FP FO 53 a pris acte de l'aveu d'échec que constitue la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée par le président Macron le 9 juin dernier. Cette situation intenable, le gouvernement actuel en porte la responsabilité, et avec lui tous les gouvernements successifs qui, depuis des décennies, ont attaqué les droits des travailleurs comme ceux de la jeunesse, et ont démantelé, voire même saccagé, les services publics dont l'École Publique. Oui, cette situation est bien le fruit des contre-réformes et des bas salaires et elle s'est aggravée sous la présidence d'Emmanuel Macron : démolition de pans entiers du Code du travail, du Statut et de l'Assurance chômage, loi immigration, recours systématique à l'article 49.3, y compris pour passer la réforme scélérate des retraites, répression inédite des mouvements sociaux et de la jeunesse, marche à l'économie de guerre...

Dans ce contexte, la colère fait parfois place à la résignation, terreau idéal pour les idées réactionnaires et fascistes. La FNEC-FP FO 53 réaffirme son rejet de toute forme de discriminations (racisme, xénophobie, homophobie, sexisme, antisémitisme, islamophobie...) qui sont des instruments pour nous diviser et pour nous affaiblir. La FNEC-FP FO 53 réaffirme son attachement fondamental aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Dans cette situation grave, comme dans toute autre situation, la FNEC-FP FO 53 restera lucide, et uniquement sur le terrain social et syndical pour faire valoir les revendications, en indépendance toujours, et uniquement pour défendre les intérêts moraux et matériels des salariés. Fidèle aux principes de la charte d'Amiens, FO ne donnera aucune consigne de vote, car c'est de la responsabilité d'un syndicat indépendant.

Dans ce climat de violence sociale inédit, le président Macron met en oeuvre une économie de guerre, sur le dos des salariés. En effet, son financement se traduit par la destruction de nos services publics et une remise en cause de nos conquêtes sociales durement arrachées au cours de l'Histoire par les salariés. Il utilise le contexte international pour faire feu de tout bois contre nos droits et nos acquis, notamment en poursuivant les syndicalistes, en interdisant les réunions dans les facs ou en envoyant les CRS dans les lycées et les universités.

La rentrée 2024 suscite de vives craintes quant à la dégradation des conditions de travail, que ce soit à cause des réformes que le gouvernement veut mettre en oeuvre contre l'avis de la majorité des organisations syndicales et des personnels, ou à cause du manque de moyens. Hier soir, nous réunissions 40 lauréats du CRPE, inscrits sur les listes complémentaires de l'académie de Nantes. Tous n'attendent qu'une chose : ils veulent être recrutés sous statut, et ne veulent pas être appelés pour devenir contractuels. Nous nous permettons de vous transmettre une motion qu'ils ont adoptée hier. Nous serons à leurs côtés, mercredi prochain, devant la DSDEN à 14h00. Si nous savons que madame la Rectrice a déjà formulé une demande auprès de la ministre, nous revendiquons le recrutement des 80 personnes sur ces listes complémentaires et leur réabondement. Nous aurons un avis à soumettre au vote de ce CSA concernant le recrutement des listes complémentaires et les besoins en postes.

Nous sommes également mandatés par plusieurs écoles qui demandent une ouverture de classe, et nous ne manquerons pas de porter leurs revendications puisqu'un point carte scolaire a été ajouté à l'ordre du jour.

Nous n'acceptons pas que ce gouvernement décide de 10 milliards de coupes budgétaires cette année, dont 691 millions dans l'Education Nationale, et 20 milliards prévus l'année prochaine alors que, dans le même temps, les dividendes des actionnaires des grandes entreprises ont encore augmenté, et que le budget de l'armée s'élève à 413 milliards d'euros.

Nous réclamons des moyens immédiats pour exercer nos missions dans de bonnes conditions.

**Non aux économies de guerre ! Des moyens pour les services publics ! Des moyens pour l'École publique !**

